



AU TRAVAIL, DANS LA VIE

STOP AUX VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

Alors qu'il s'y était engagé, le gouvernement ne parle plus de ratifier la convention OIT contre les violences et le harcèlement au travail. Le patronat n'est pas en reste, avec, au prétexte de la crise économique, la volonté d'enterrer toutes les questions considérées comme « sociétales », l'égalité Femmes/Hommes, la lutte contre les discriminations, les questions environnementales... Sur les lieux de travail, comme dans les branches ou au niveau interprofessionnel, la négociation sur ces sujets est au point mort.

Pourtant, les violences sexistes et sexuelles n'ont pas cessé avec la crise sanitaire. Au contraire, avec le confinement les violences conjugales ont augmenté et l'isolement accroît les difficultés des victimes. La décision d'un 2e confinement doit donc amplifier notre mobilisation sur le sujet.

D'autant que la mobilisation sur ces questions est de plus en plus forte, notamment chez les jeunes.

Contrairement à ce que pense le patronat, les violences sexistes et sexuelles font partie de leurs responsabilités !

- ✓ **80 % des femmes disent être victimes de sexisme au travail ;**
- ✓ **Près d'un tiers des femmes disent avoir été victimes de harcèlement sexuel au travail ;**
- ✓ **Chaque jour, 10 viols ou tentatives de viols se produisent sur un lieu de travail ;**
- ✓ **70 % des victimes n'en parlent pas, et quand elles l'ont fait 40 % estiment que ça s'est réglé en leur défaveur ;**
- ✓ **Les 220 000 femmes victimes chaque année de violences conjugales sont toutes des travailleuses, les violences ont souvent pour conséquence la perte de leur emploi, alors qu'il s'agit d'un levier pour échapper aux phénomènes d'emprise ;**
- ✓ **+ de 80 % des entreprises n'ont pas de plan de prévention ;**
- ✓ **Avec l'extension du télétravail, les violences conjugales peuvent se produire sur le lieu et pendant le temps de travail et l'isolement des victimes est accru.**

On est bien loin de l'« arsenal législatif » dont nous parlent le gouvernement et le patronat en matière de violences sexistes et sexuelles ! Cet « arsenal » semble ne pas faire peur à grand monde...

Les mobilisations autour du 25 novembre sont donc centrales !

L'intersyndicale CGT, FO, FSU et SOLADAIRES appelle les syndicats à interpellier les employeurs pour exiger des mesures de prévention immédiates.

Exigeons partout la prévention et l'action contre les violences sexistes et sexuelles au travail.